



Enquêtes sur les attentes des jeunes Africains en matière de formation.

Enquêtes sur les attentes des jeunes Africains en matière de formation.

Décembre 2018



Messages clé.

① La situation financière, l'espoir d'un emploi futur, et les convictions personnelles sont les facteurs qui déterminent les choix de formation pour les jeunes Africains. 80% des personnes interrogées indiquent avoir choisi de se former dans un domaine qui leur plaît tout en tenant compte de leur situation financière (ou de leur famille) et de la perception qu'ils ont quant à leur insertion professionnelle

② Les contenus des formations ne sont pas systématiquement remis en cause mais les personnes interrogées estiment qu'ils ne les préparent pas suffisamment à accéder à un emploi. Le $\frac{3}{4}$ des actifs occupés interrogés estiment que l'emploi qu'ils exercent et leur rémunération ne correspondent pas à leurs attentes. Plusieurs envisagent de se former une nouvelle fois pour opérer une reconversion professionnelle. 60% des personnes sans-emplois interrogées et la quasi-totalité (92%) des étudiants répondants considèrent que l'absence de passage en entreprise durant leur formation fragilise leur employabilité. Ils seraient d'ailleurs prêts à effectuer des stages de moyenne ou longue durée ou du volontariat pour renforcer leurs compétences et acquérir davantage d'expérience.

③ La mise en place d'accompagnement financier pourrait fortement influencer les choix de formation des jeunes Africains. 60% des personnes interrogées considèrent que la présence d'accompagnement financier (prêts-étude, bourse d'entreprises contre-emploi, bourse publique) les aurait amenées à s'orienter vers des formations techniques.

Note méthodologique

Les données ont été collectées par le biais d'un questionnaire électronique administré à des répondants volontaires, par internet. Le questionnaire a été adressé aux membres ou sympathisants de l'Afrique des Idées résidant en Afrique, qui après avoir répondu le transmettent à leur connaissance (camarades, collègues, etc.). Il a permis de recueillir les avis de 115 personnes entre le 10 et le 25 mai 2018. Près de 60% des répondants sont localisés en Afrique de l'ouest où l'Afrique des Idées est fortement présente.

Profil des répondants.

L'enquête avait pour cible des jeunes Africains¹ résidant sur le continent et ayant suivi ou suivant une formation sanctionnée par la délivrance d'un diplôme. Ainsi, près de 20% des répondants sont en cours de formation ; le reste étant déjà titulaire de leur diplôme dont près de la moitié est au chômage.

Parmi les répondants encore en cours de formation, la moitié est dans un cursus universitaire et l'autre moitié en école de commerce ou d'ingénieur. En ce qui concerne les diplômés, 6 répondants sur 10 indiquent avoir obtenu leur diplôme à l'Université. Seulement 1 sur 10 aurait fréquenté un centre de formation technique formel ou effectué un apprentissage dans un atelier. Il faut noter que la répartition des chômeurs reste uniforme quel que soit le lieu de formation considéré.

En ce qui concerne les diplômés, parmi les actifs, 6 répondants sur 10 déclarent être titulaires d'un master obtenu à l'université ou dans une école de commerce, et dont près du deux tiers est sans emploi. Il faut noter que parmi ces derniers, une bonne partie est titulaire d'un master délivré à l'université. 45% des répondants actifs sans-emplois déclarent être titulaires d'un master obtenu à l'université, contre seulement 16% d'actifs inoccupés titulaires d'un master obtenu en école de commerce. Seulement près du quart des personnes interrogées indique être titulaires d'un diplôme d'ingénieur ou de technicien supérieur.

Cette répartition est quasi similaire chez les personnes encore en formation. 67% des étudiants interrogés envisagent l'obtention d'un master, soit à l'université ou dans une école de commerce.

Concernant les domaines d'études, les jeunes s'intéressent le plus aux formations en gestion, finance ou comptabilité. La moitié des répondants, étudiants comme diplômés, déclare avoir obtenu leur diplôme dans ces domaines. Plus généralement, les formations qui offrent des

débouchés dans le secteur tertiaire apparaissent comme les domaines d'études vers lesquels s'orientent les jeunes Africains interrogés durant l'enquête. Peu s'intéresse aux métiers nécessitant des efforts physiques tels que le BTP ou l'agriculture. Seulement 2% des personnes diplômées ont un diplôme lié au domaine du BTP et seulement 5% dans le domaine de l'agriculture.

1 Âgés de 20 à 40 ans.

Figure 1:
Situation dans l'emploi.

Source: Enquête L'Afrique des Idées, mai 2018.

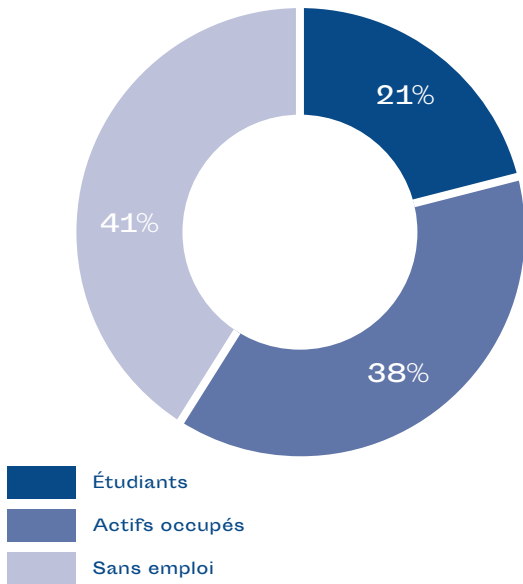


Figure 2:
Lieu de formation.

Source: Enquête L'Afrique des Idées, mai 2018.

Figure 3:
Diplômes.

Source: Enquête L'Afrique des Idées, mai 2018.

Figure 4:
Domaines d'études.

Source: Enquête L'Afrique des Idées, mai 2018.

Les facteurs qui déterminent le choix de la formation

Plusieurs facteurs influencent l'orientation de formation des jeunes Africains. L'espoir d'un emploi futur à la fin de la formation ressort comme le facteur principal qui détermine le choix d'une formation. 4 répondants sur 5 indiquent avoir effectué leur formation dans l'espoir qu'elle faciliterait leur insertion professionnelle. Toutefois, la situation financière et d'autres motivations personnelles sont aussi prises en compte. 76% des personnes interrogées indiquent avoir choisi une formation qui les intéressaient et 64% considèrent que la situation financière a influencé leur choix. Ce dernier aspect joue un rôle clivant entre formation à l'université ou en école de commerce. La majorité des personnes (81%) ayant effectué ou effectuant leur formation à l'université l'ont mentionné comme facteur qui a influencé leur choix.

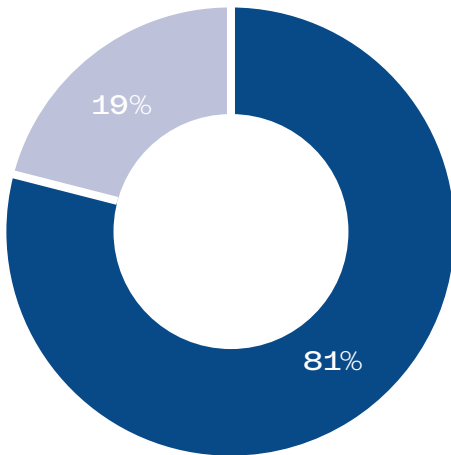
Il est intéressant de noter que pour les personnes ayant effectué ou effectuant leur formation dans un centre technique ou fait un apprentissage en atelier, les intérêts personnels comptent peu dans le choix du domaine d'études.

Figure 5:

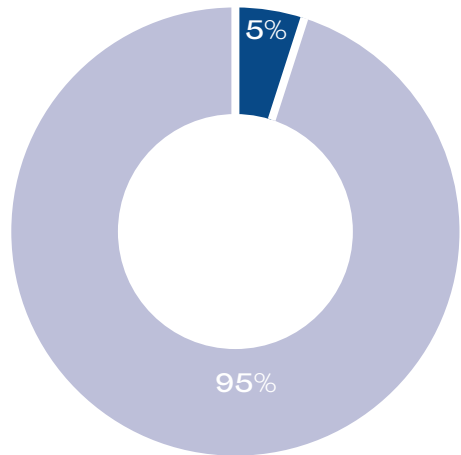
Facteurs qui influencent le choix de la formation.

Source: Enquête L'Afrique des Idées, mai 2018.

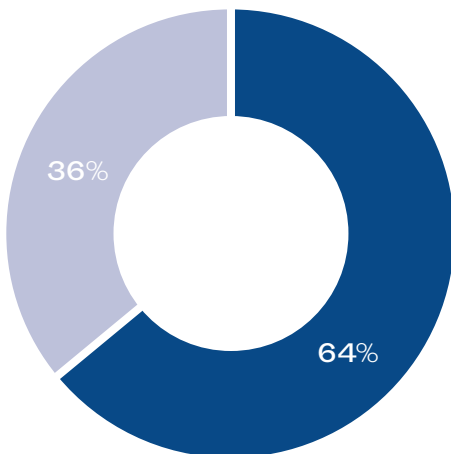
Perspectives d'emploi.



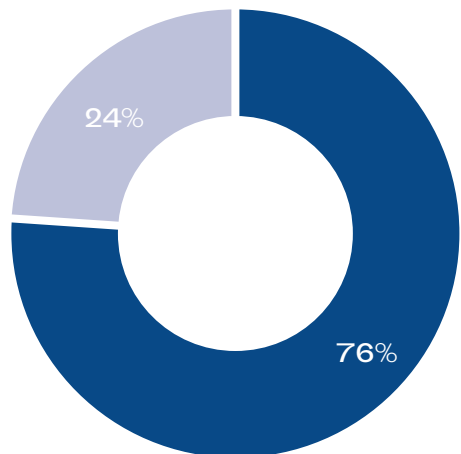
Offre de formations limitée.



Ressources financières limitées.



Choix personnel.



Perception de la formation et attentes.

Nous nous sommes intéressés ici à la perception que les personnes interrogées ont de leur formation, notamment en matière d'insertion professionnelle. Pour ce faire, nous avons interrogé les actifs occupés sur leur situation professionnelle actuelle, leur perspective de carrière et la contribution de leur formation. Aux personnes sans emploi, nous cherchions à mesurer les facteurs qui limitent leur insertion professionnelle et les éléments qu'ils pensent auraient pu contribuer à renforcer leur employabilité. Nous avons interrogé les étudiants sur leurs perspectives à l'issue de leur formation et sur les facteurs à intégrer à la formation et pouvant consolider leur employabilité.

① Les actifs occupés.

7 actifs occupés sur 10 estiment que leur situation professionnelle actuellement ne correspond pas à leurs attentes à l'issue de leur formation. Ceci concerne essentiellement les personnes ayant étudié à l'université ou dans une école de commerce. 75% des personnes concernées auraient obtenu leur diplôme à l'université et les 25% en école de commerce. Les personnes issues de formations dans des ateliers ou dans les centres de formation technique se disent plutôt satisfait de leur situation professionnelle.

En matière de rémunération, 6 actifs occupés sur 10 interrogés indiquent que leur rémunération ne correspond pas à la tendance du marché pour un poste similaire. Il s'agit notamment des personnes ayant indiqué que leur situation professionnelle ne correspondait pas à leurs attentes et ayant effectué leur formation à l'université. En effet, près de 80% des personnes ayant effectué leur formation supérieure et non satisfait de leur occupation, estiment que leur rémunération est bien en deçà de la pratique sur le marché.

Sur leur formation, 1 actif occupé sur 2 estime qu'elle a contribué à son insertion professionnelle. Particulièrement, la totalité des personnes ayant effectué une formation en centre de formation technique ou un apprentissage en atelier indiquent avoir obtenu un emploi à la fin de leur formation. Ces personnes considèrent que le caractère « pratique » de leur formation aurait contribué fortement à les préparer à s'insérer sur le marché du travail.

L'autre moitié estime que leur insertion sur le marché du travail a été plus complexe. La quasi-totalité (87%) de ceux qui peinent à s'insérer sur le marché de l'emploi indiquent d'ailleurs occuper un emploi qui ne correspond pas aux attentes et sont titulaires d'un diplôme obtenu à l'université. Cette catégorie représente 58% du nombre total des personnes interrogées.

Sur le long terme, la majorité des actifs occupés répondants (75%), pensent que leur formation initiale pourrait leur permettre de réaliser leur plan de carrière. Si auprès des personnes qui estiment que leur formation a permis leur insertion professionnelle, cela apparaît comme une évidence; plus de la moitié de ceux ayant éprouvé des difficultés d'accès à l'emploi considèrent que leur formation est suffisante et devrait leur permettre de s'accomplir pleinement.

Le reste considère que leur formation est insuffisante et envisage dans leur totalité d'effectuer à moyen terme une formation complémentaire, dans la perspective d'obtenir un nouvel emploi (36% des personnes concernées) ou de procéder à une reconversion professionnelle (56%).

Il est intéressant de noter que la quasi-totalité (96%) des personnes indiquant que leur formation initiale leur offre de bonnes perspectives souhaite eux aussi effectuer des formations complémentaires à moyen terme, avec pour objectif de changer d'emploi, de se réorienter ou de se mettre à leur propre compte.

Figure 6:
Perception de leur situation professionnelle par rapport aux attentes chez les actifs occupés

Source: Enquête L'Afrique des Idées, mai 2018.

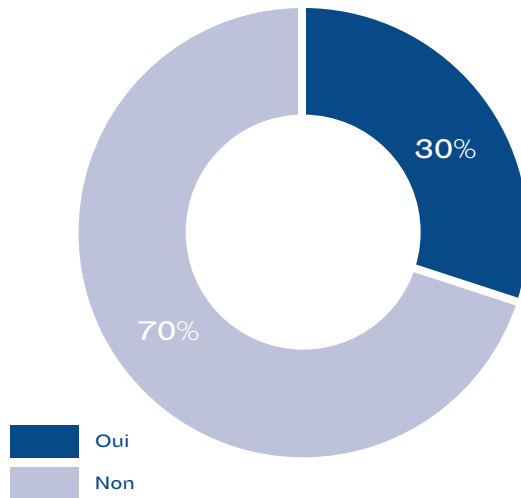


Figure 7:
Perception de la rémunération par rapport à la tendance du marché.

Source: Enquête L'Afrique des Idées, mai 2018.

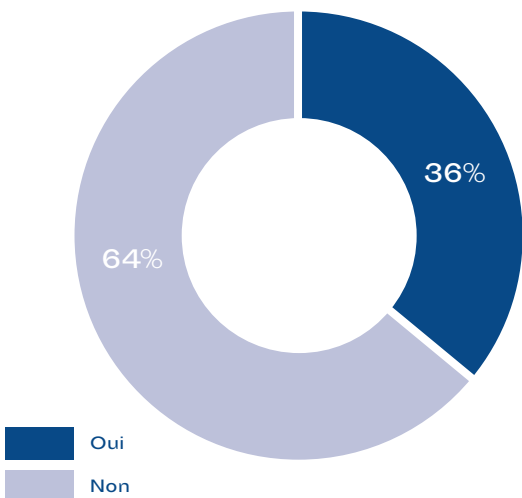
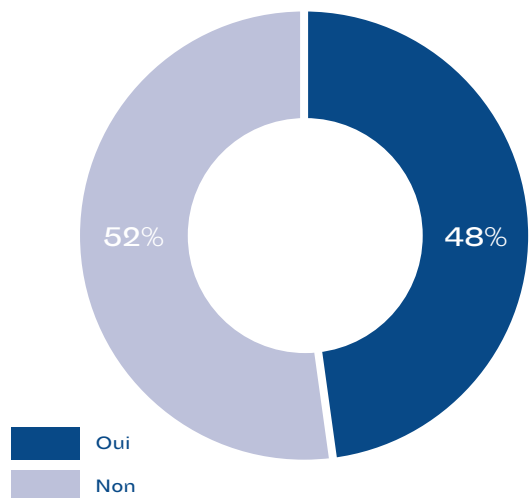


Figure 8:
Contribution de la formation à l'insertion professionnelle.

Source: Enquête L'Afrique des Idées, mai 2018.



② Les personnes sans-emploi.

Le manque d'expérience ressort comme le principal facteur limitant l'accès à l'emploi, selon les actifs sans-emplois interrogés. 3 sur 5 considèrent que leur manque d'expérience en entreprise constitue une contrainte majeure à leur recrutement. La formation n'est pas systématiquement remise en cause. Cela concerne notamment les profils issus de l'université. 80% des répondants évoquant le manque d'expérience comme facteur bloquant à l'embauche sont titulaires d'un diplôme de l'université.

Corollaire de cette situation, la quasi-totalité des personnes interrogées pensent qu'elles auraient pu accéder plus facilement à un emploi si leur formation s'articulait davantage autour des expériences en entreprises à travers des stages ou des alternances ou si elle comportait des travaux pratiques. Là encore c'est surtout les personnes issues de l'université et des écoles de commerce qui se prononcent en faveur de ce mode de formation.

Figure 9:

Facteurs qui empêchent l'accès à l'emploi.

Source: Enquête L'Afrique des Idées, mai 2018.

Figure 10:

Facteurs à inclure dans la formation.

Source: Enquête L'Afrique des Idées, mai 2018.

③ Les étudiants

La quasi-totalité (92%) des étudiants estiment pouvoir obtenir un emploi à l'issue de leur formation, et ce quel que soit le type de structure considérée (université ou école de commerce). 4 étudiants sur 5 estiment être capables d'obtenir un emploi au terme de leur formation. Les compétences acquises durant la formation sont mises en avant pour justifier cette vision.

Sur le contenu de leur formation, les apprenants considèrent que leur formation serait plus intéressante si elle s'appuyait sur des expériences en entreprises. 95% des apprenants auraient préféré que leur formation soit articulée autour d'activités réalisées conjointement avec ou dans des entreprises (réalisation de stage ou alternance). Pour compenser ce manque d'aspect « pratique » dans leur formation, 4 étudiants sur 5 indiquent être prêts à faire du volontariat en entreprise ou en administration, ou à effectuer des stages de moyenne ou longue durée pour acquérir davantage d'expérience.

Figure 11:
Perspectives d'accès à l'emploi.

Source: Enquête L'Afrique des Idées, mai 2018.

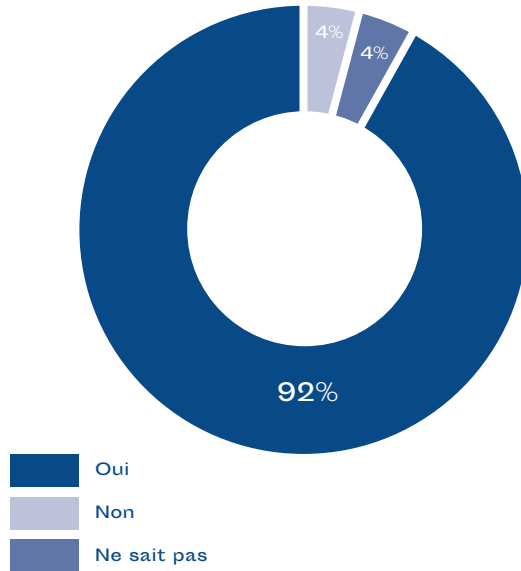
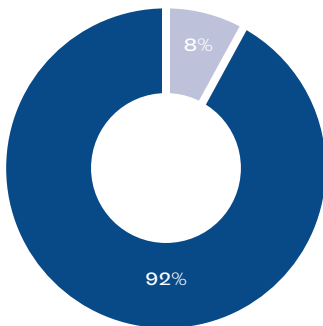


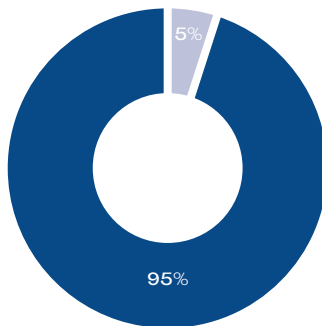
Figure 12:
Facteurs pouvant améliorer la formation et l'employabilité.

Source: Enquête L'Afrique des Idées, mai 2018.

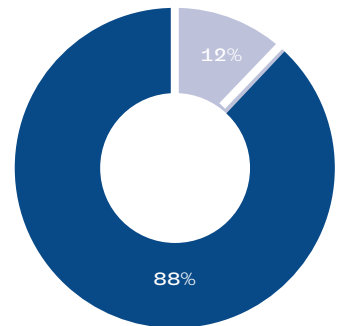
Stage de moyenne/
 longue durée.



Alternance.



Volontariat.



Oui Non

Financement des formations techniques.

Ici, nous cherchons à tester si la mise en place de mécanismes d'accompagnement financier suffirait à orienter les jeunes Africains vers des formations techniques. Trois personnes interrogées sur 5 indiquent qu'ils auraient effectué une formation technique s'ils bénéficiaient d'un financement par une entreprise en contrepartie d'une obligation d'exercer au sein de cette dernière sur un métier donné. On retrouve cette même proportion en faveur des prêts-études.

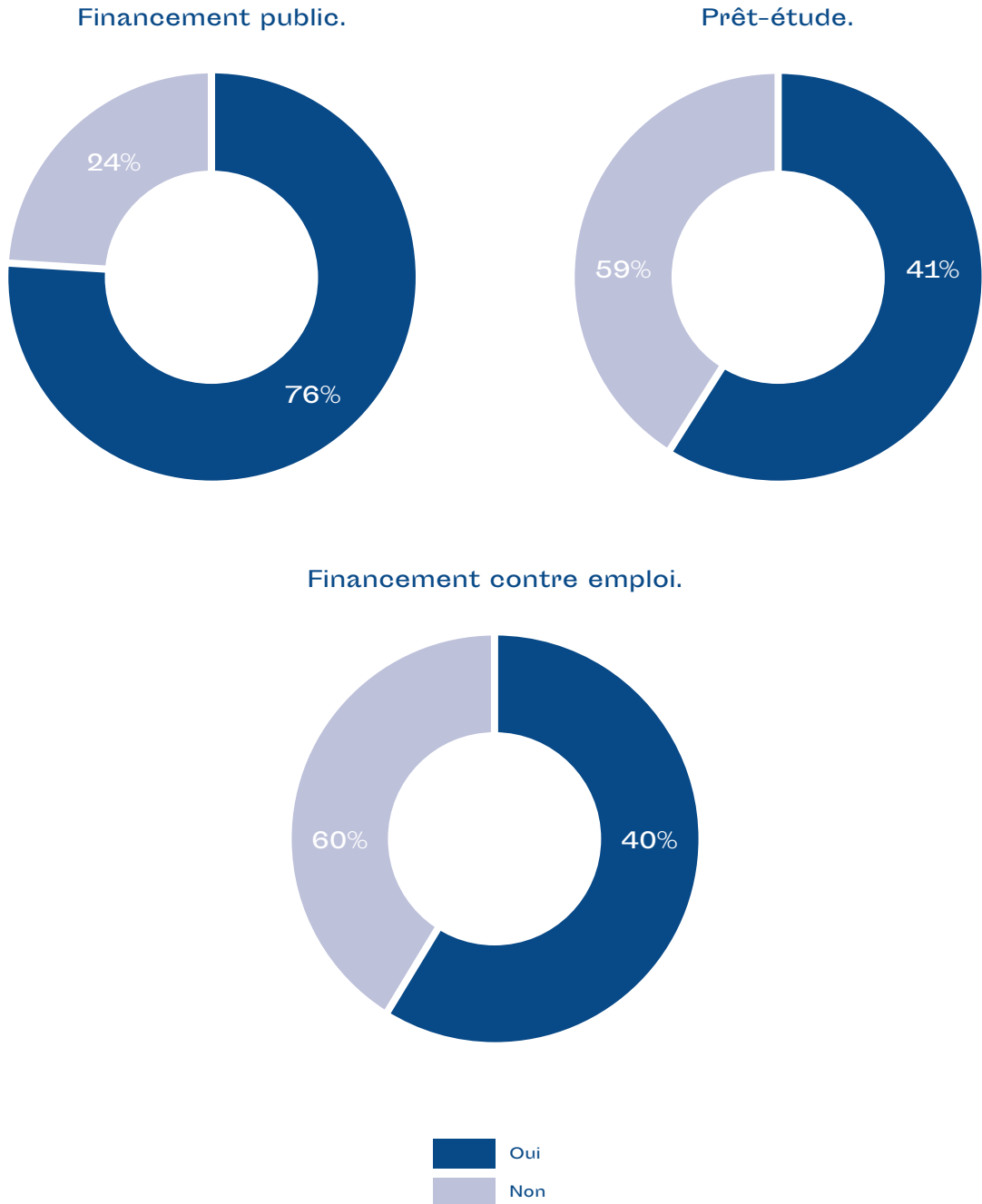
L'accompagnement public est aussi fortement souhaité. 3 personnes sur 5 estiment que si l'État s'impliquait davantage dans les formations techniques, ils auraient choisi d'effectuer ce type de formation.

Il est intéressant de noter que la quasi-totalité des personnes sans emploi est favorable à ce que les entreprises financent les formations en contrepartie d'une obligation à exercer chez elles ou que l'État s'implique davantage dans la formation technique ; mais défavorables aux prêts-études. Les avis sont plus mitigés auprès des personnes en cours de formation et auprès des actifs occupés. Alors que pour les premiers, l'insertion professionnelle justifierait l'intérêt pour des études orientées vers les besoins en compétences des entreprises, qui attireraient les personnes chez elles en finançant leur formation dans des domaines précis ; pour les seconds, les prêts-études réservés ou orientés vers des métiers techniques permettraient aux personnes de se former dans les métiers de leur choix.

Figure 13:

Financement des la formation technique.

Source: Enquête L'Afrique des Idées, mai 2018.



Recommandations.

Les résultats de cette enquête permettent d'établir que les attentes des jeunes Africains en matière de formation sont de deux ordres.

Premièrement, sur la formation ; il apparaît important pour les jeunes Africains d'y incorporer des modules d'exercice leur permettant de mettre en pratique les compétences acquises et d'acquérir une expérience pouvant être valorisée sur le marché de l'emploi. Dans leur grande majorité, ils seraient prêts à faire des stages de longue durée, voir du volontariat pour se garantir l'acquisition de cette expérience professionnelle. Une solution potentielle serait de consolider les partenariats avec les entreprises pour que les apprenants puissent, durant leur formation, soit effectuer des périodes d'apprentissage en entreprises (sous forme de stage ou de parcours d'alternance, etc.), soit pour leur permettre d'effectuer des travaux d'un intérêt pour les entreprises contre rémunération.

L'enseignement technique et la formation professionnelle (ETFP) peut aussi constituer une solution. Il faudrait pour cela replacer le secteur dans la politique éducative, en lui donnant les moyens de contribuer effectivement à fournir au continent une main d'œuvre qualifié.

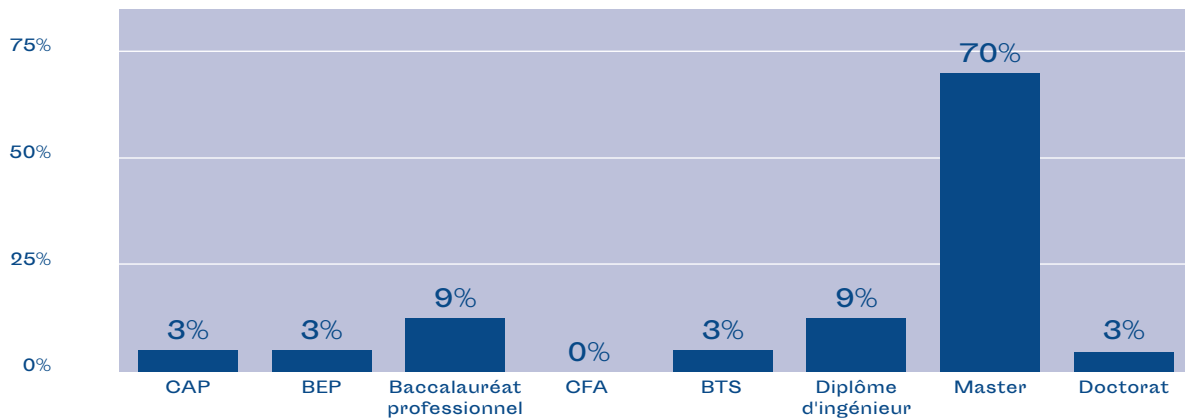
Deuxièmement, sur le financement ; les choix de formation étant fortement altérés par le manque de moyens financiers, il faut des mécanismes qui permettent de motiver les apprenants ou du moins de lever cette contrainte. Il faudrait pour ce faire, mettre à profit le secteur privé, notamment le secteur bancaire et les entreprises. En effet, les ressources limitées des États ne pourraient pas leur permettre de financer suffisamment le secteur mais aussi et surtout parce qu'une implication directe du secteur privé dans la formation permettrait d'en renforcer la qualité. Cela peut prendre plusieurs formes : des facilités de financement via le secteur bancaire, ou les partenariats public-privé, ou des bourses d'études financées par les entreprises contre l'obligation d'y travailler sur une période donnée. Ces mécanismes pourraient bénéficier à l'ETFP, qui permet de former à des métiers techniques,

dont les entreprises en Afrique ont de plus en plus besoin.

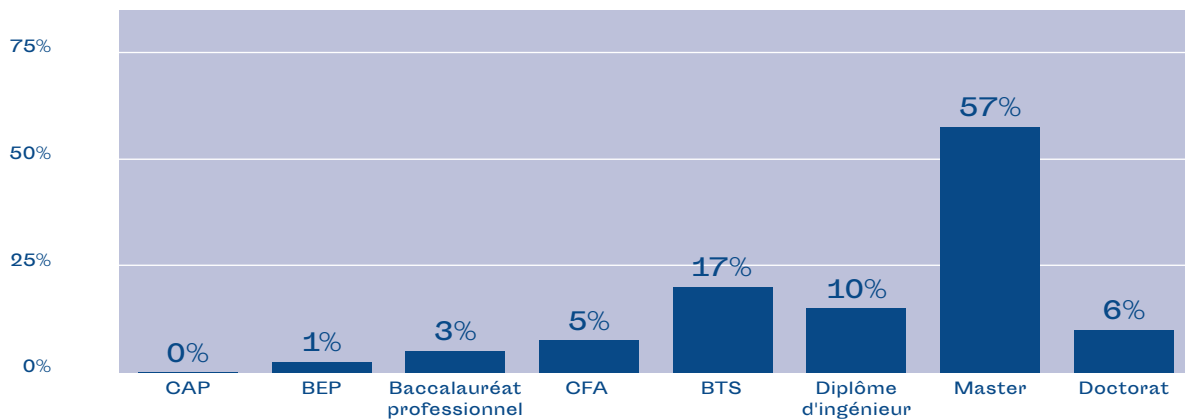
Cette enquête constitue une première tentative pour comprendre les facteurs qui déterminent les choix de formation des jeunes Africains et ce qu'ils espèrent autour de leur formation pour améliorer leur employabilité. Bien que les résultats fournissent des indications générales sur les attentes des jeunes Africains, elles ne devraient pas être considérées comme des faits stylisés. On retient tout au moins les besoins des jeunes Africains en matière de formation pourrait trouver une réponse dans l'ETFP, dont le potentiel reste très marginalement employé en Afrique. Il serait intéressant de s'interroger ainsi sur les actions à mener pour faire de l'enseignement technique et de la formation professionnelle un pilier de la formation et un tremplin vers l'emploi en Afrique.

Annexe : Niveau d'études atteint ou visé.

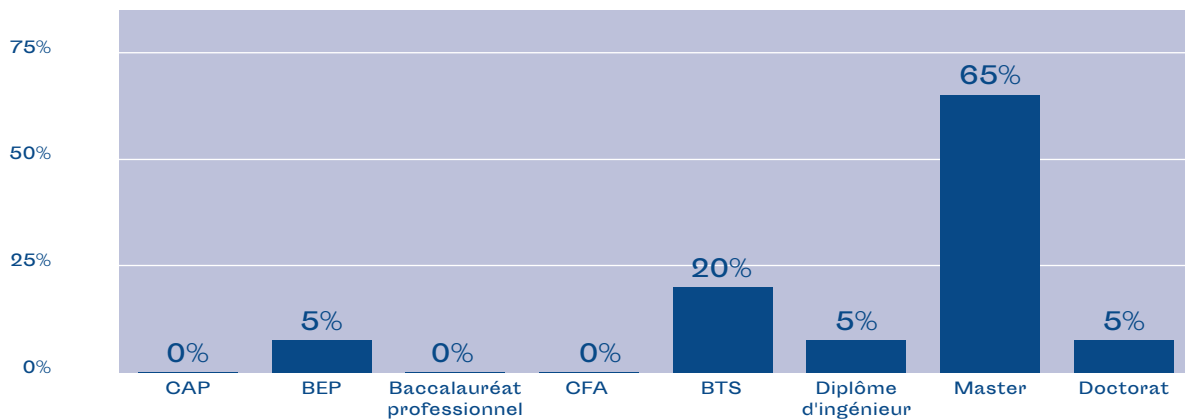
Diplômes étudiants



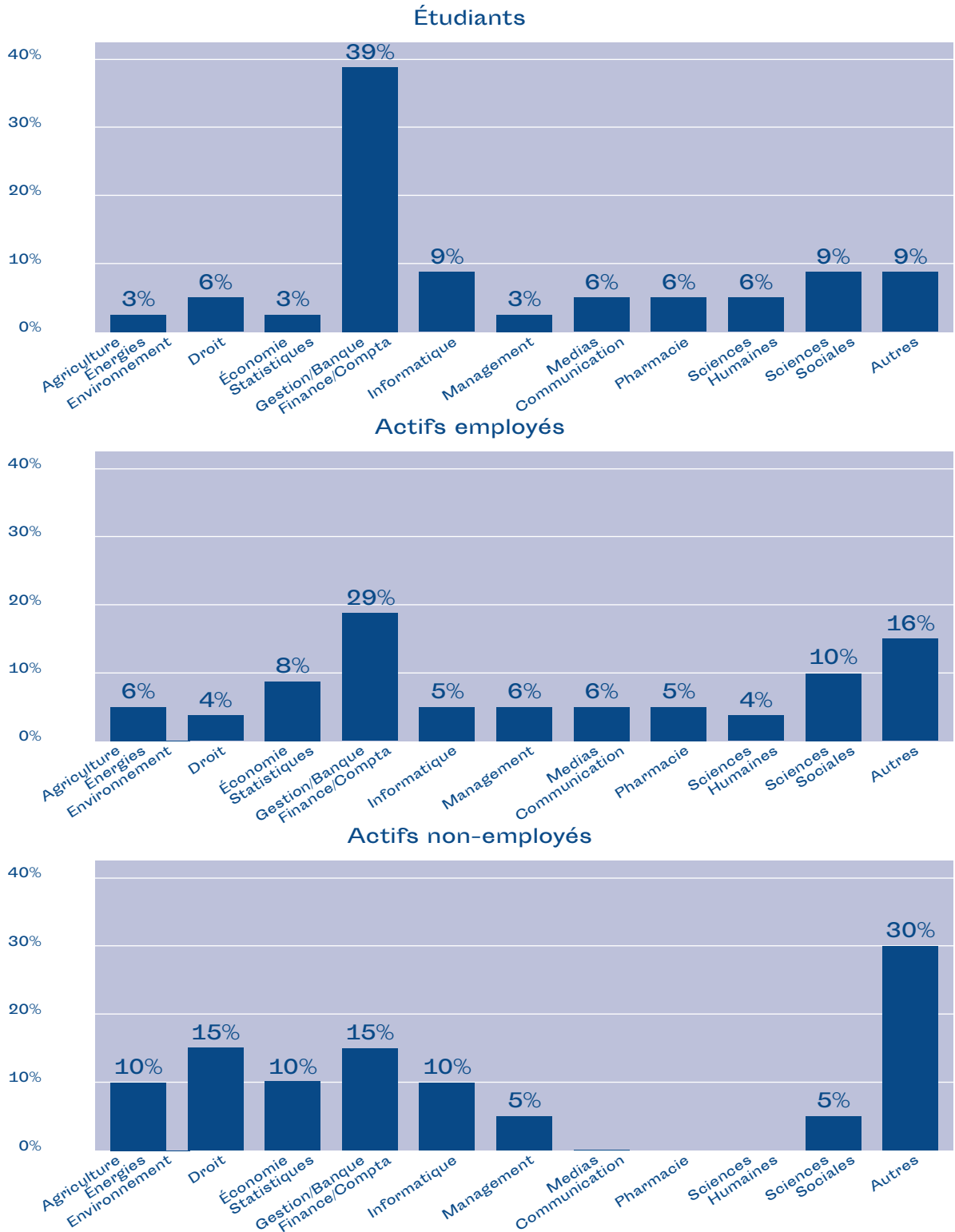
Diplômes actifs employés



Diplômes actifs chômeurs

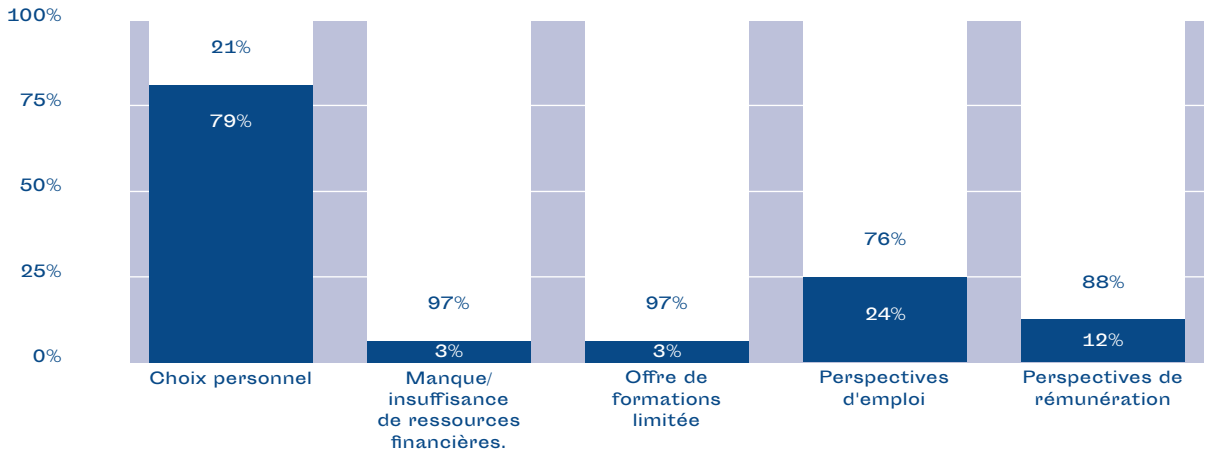


Annexe : Domaine d'études par profil.

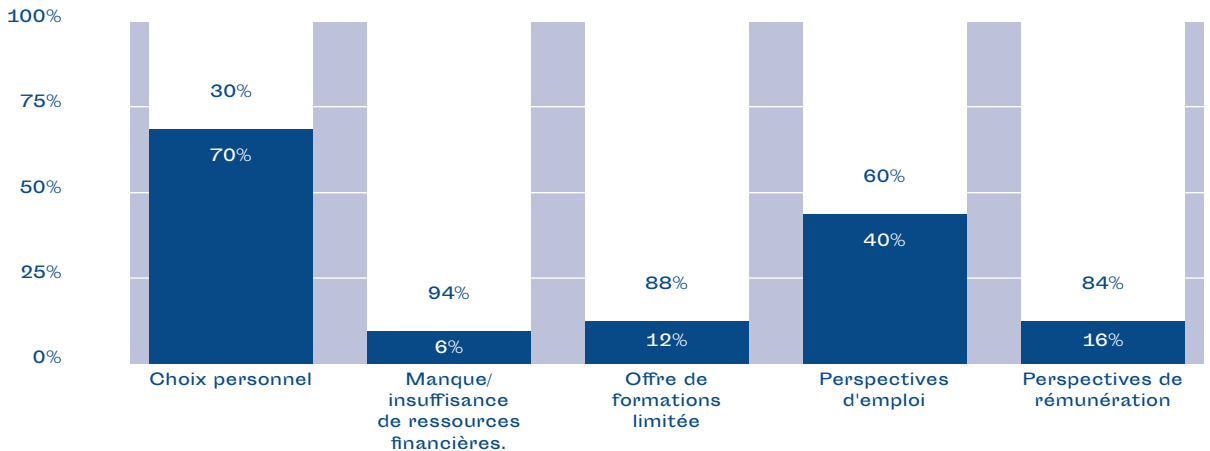


Annexe : Facteurs explicatifs suivant le profil.

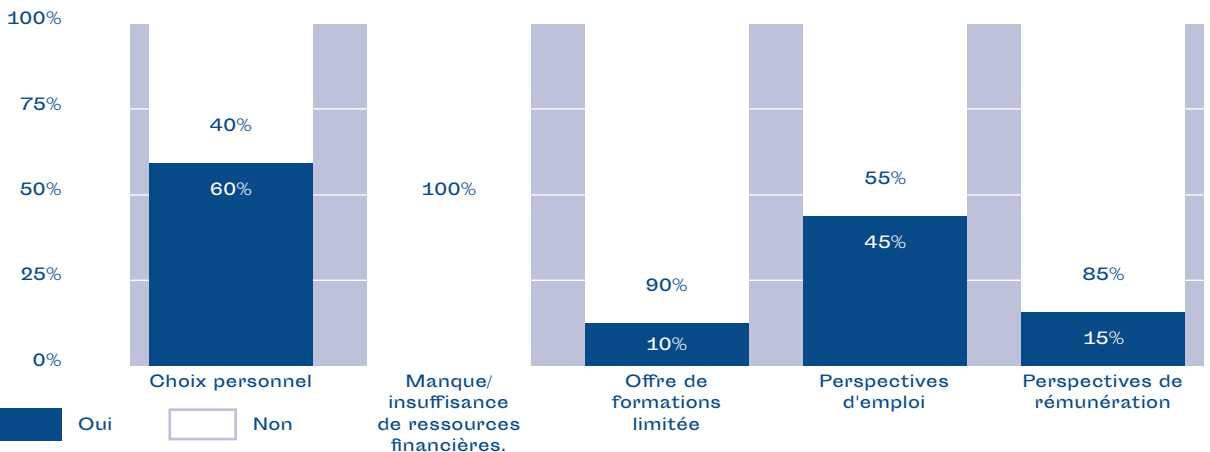
Étudiants



Actifs



Chômeurs



Oui

Non

